Un reportage de Sarah Freres

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles

La Gambie pillée par les saigneurs de la mer

Depuis 2015, des usines de farine et d'huile de poisson ont pignon sur plage en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique. Enclavée dans le Sénégal, la petite côte gambienne en accueille trois. Grandes consommatrices de petits poissons, ces entreprises chinoises privent la population de leur ressource principale de protéines. Face au développement galopant de l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la pollution et la destruction de leur environnement dont dépend leur emploi, de plus en plus de Gambiens partent en pirogue.

— Sarah Freres

— Sarah Freres

A 11 h tapantes, le silence du sanctuaire qu'incarne la rivière Halahin pour les poissons juvéniles se brise. Le bruit des moteurs de cinq, dix puis vingt pirogues traverse cette frontière naturelle entre la Gambie et le Sénégal, bordée de tapis de mangroves. Des seaux de bonga et de sardinelles, espèces pélagiques bon marché et principales sources de protéines pour les Gambiens, sont déchargés, attirant vautours et pélicans. Le poids de ces poissons a diminué : depuis quelques années, ils sont moins dodus et moins nombreux. Quant à leur prix, il n'est désormais plus stable. « *Mes revenus ont un peu augmenté récemment* », commente Fatoubojang, une pêcheuse d'une trentaine d'années, spécialisée dans le commerce du poisson fumé et séché depuis onze ans. Cette maigre augmentation ne compense pas la baisse générale sur le marché local. Il y a cinq ans, Fatoubojang empochait 1 500 dalasi (25 euros) le kilo, avant de devoir se contenter de 1 000. Aujourd'hui, elle en tire 400 (7 euros). Et encore, « *en ce moment, les prix sont hauts parce qu'il y a moins de poissons à vendre* », ajoute Abdoulie, vendeur du marché échangeant un kilo de sole contre 600 dalasis (10 euros).

A Kartong, à la pointe sud de la côte, tout a commencé en 2018 avec l'installation de l'usine chinoise JXYG sur la plage. « *Depuis, les gens n'ont plus le poisson dont ils ont besoin* », résume Abdoulie. En revanche, les saumons, les loups de mer, la volaille et le bétail élevés à des milliers de kilomètres, si. Derrière la porte métallique aux couleurs du drapeau communiste, l'entreprise détourne des tonnes de poissons du circuit de la consommation locale : sardinelles et bonga y entrent frais et en ressortent sous forme de farine et d'huile. Selon un travailleur de l'usine, tout transite d'abord par le Vietnam avant l'exportation. Ce que confirme un rapport de Changing Markets Foundation, une organisation voulant réconcilier les marchés avec la notion de durabilité. Ce rapport ›

Les préjudices de l'Anthropocène {1/6}

L'Accord de Paris de 2015 repose sur trois piliers : la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au dérèglement climatique et les pertes et les dommages (dits « *loss and damage* »). Jusqu'à présent, les COP se sont concentrées sur les deux premiers volets… Jusqu'à la récente COP26, où de maigres avancées ont été observées, vu les coûts croissants liés aux pertes dans les pays en développement. L'Ecosse et la Wallonie sont les premières régions du Nord débloquant des fonds pour compenser les dommages subis dans les pays du Sud. Il s'agit, selon Rebecca Thissen, chargée de campagne climat au CNCD-11.11.11, d'une *« forme d'assurance pour les pays les plus vulnérables face aux situations qui vont au-delà de l'adaptation. On vise un événement climatique extrême qui ravage tout sur son passage ou alors un endroit devenu inhabitable à cause des sécheresses ayant tout ravagé, de la perte de la fertilité des sols ou de l'érosion des côtes. »*

Pendant un an, grâce au soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles, *Imagine* documentera les différents préjudices liés à l'Anthropocène : ce qui est perdu, irrécupérable, disparu. Qui doit compenser ces dommages causés par la crise environnementale générée par les activités humaines ? Et comment ? Dans cette série, *Imagine* accordera une importance particulière aux pertes immatérielles (services écosystémiques, biodiversité, santé mentale, culture, patrimoine, mobilité humaine, etc.) dans les communautés marginalisées. —

www Sur www.imagine-magazine.com lire l'entretien avec Rebecca Thissen (CNCD-11.11.11)

› souligne la difficulté de récolter des données, vu le manque de traçabilité et de transparence du secteur… Mais démontre, de manière incomplète, « *l'implication préoccupante des détaillants européens et des entreprises d'alimentation aquatique avec des pratiques hautement non-durables au niveau de la pêche* ». Parmi les détaillants européens cités : Aldi, Lidl, Tesco, Marks & Spencer, Auchan, Groupe Casino, Leclerc, Monoprix, Albert Heijn… La farine de poissons transformés en Gambie nourrit les saumons vendus dans les rayons d'Aldi, en Allemagne, et de Tesco, au Royaume-Uni. L'aquaculture, censée régler le problème de la surpêche, a visiblement loupé le coche : comptez quatre à cinq kilos de poisson frais pour un kilo de farine destiné aux poissons d'élevage.

« Les usines de farine et d'huile de poisson sont pires que la pandémie »

Mustapha Manneh, journaliste et activiste environnemental

Un marin court pour apporter du poisson frais au marché de Gunjur.

© Sarah Frères

Le processus mis en place par les entreprises chinoises repose sur différentes fonctions : les capitaines, les femmes transportant les paniers du bateau jusqu'à la plage et les sprinteurs trimballant, à bout de bras, une caisse de 45 kilos posée sur leur tête. Plus ils courent, plus ils gagnent : l'usine paie 325 dalasis (5 euros) la caisse. « *La plupart des pêcheurs du coin sont contre l'usine. Pour augmenter leurs revenus, ils leur apportent quand même la matière restante, une fois le marché local servi. Ils savent bien que c'est mauvais pour l'environnement… Si cette demande-là n'existait pas, ils ne surexploiteraient pas les stocks. Notamment parce qu'après six heures, le temps d'une marée, le poisson tourne. Mais l'usine accepte, dans une certaine mesure, ce qui n'est pas frais. Ils donnent deux tickets : un vert et un jaune. Le jaune, c'est pour le poisson pourri* », rapporte Famara. Fin connaisseur du marché local, issu d'une famille de pêcheurs ayant quitté le métier il y a une décennie à cause de la surpêche, Famara détaille la vie océanique avec précision : la migration des poissons entre février et octobre, l'intelligence des bonga très sensibles au bruit, le pourcentage d'huile que contiennent les petits poissons pélagiques. 30 % pour les bonga. « *Les autres espèces n'en ont pas, c'est pour ça qu'ils n'intéressent pas l'usine.* »

La côte spoliée

La pression sur les ressources halieutiques générée par les trois entreprises - toutes chinoises - installées à Kartong, Gunjur et Sanyang est telle qu'une loi a été votée pour bannir la pêche nocturne, que des pêcheurs sénégalais confessent volontiers violer. Une interdiction très, trop, éphémère : le gouvernement n'a accordé à l'océan qu'un répit de six mois. En décembre, tout reprend. Pour le pays, « *une usine comme celle-là, c'est pire qu'une pandémie* », lâche Mustapha Manneh, journaliste et activiste environnemental. Les multiples conséquences de ces activités sur le court littoral (80 kilomètres), tendent à lui donner raison. La « *côte souriante* », comme les Gambiens la surnomment, est devenue la « *côte spoliée* ».

Plusieurs témoins déplorent la division de leur communauté, entre une jeunesse dépitée face à la destruction de leur environnement et la perspective d'un avenir économiquement peu reluisant et des « anciens », les chefs locaux intouchables, choisissant de détourner à des fins privées les 2 000 dollars mensuels versés par les managers industriels… Et de fermer les yeux sur la détresse locale. L'odeur ambiante fétide prive aussi les enfants

A Kartong, le port local est sillonné de baraques où est fabriqué le poisson fumé et séché. Il faut quatre jours pour le fumer, quatre mois pour le sécher. Cet emploi local est majoritairement destiné aux femmes, qui travaillent pendant douze heures dans cet environnement attaquant les yeux et les poumons.

© Sarah Frères

d'éducation : à Gunjur, quand l'usine Golden Lead tourne, l'école primaire coranique ferme. Sur les plages, autrefois prisées pour l'éco-tourisme, les lodges ont fermé ou sont proches de mettre la clé sous la porte. « *Je les déteste. Ils ont détruit ma vie et mon futur. Partout où ils investissent, la pauvreté se développe* », grince Dawda, le regard brûlant de colère. Là où se dressait le jardin luxuriant entourant son lodge, il ne reste qu'un arbre famélique. Sur son téléphone, Dawda étale son passé : les vingt-cinq graines de cocotiers devenues adultes, le restaurant avec vue sur l'océan. « *Puis, les Chinois sont arrivés.* » Les murs de Golden Lead ont poussé dans son jardin et les Caterpillar ont roulé sans ménagement sur ses fleurs. Les touristes sont partis. Dawda aussi, sur ordre de Golden Lead et contre 6 000 euros. Il a réinvesti un lopin de terre, un peu plus loin, mais son activité peine à reprendre. « *Quand j'étais petit, on pouvait voir des gens nager dans la mer… Plus maintenant. Ils nous ont pris les arbres, l'océan, notre lieu de vie. Il n'y a plus rien. Un jour, si je parviens à économiser, j'irai à La Haye et je les traînerai en justice. Et si la justice existe dans ce monde, je gagnerai.* »

En 2015, l'arrivée d'investisseurs chinois était perçue comme une opportunité. « *Les anciens leur ont même offert ce terrain. Quand on m'a dit que le début de leur travail serait le début de nos problèmes, je ne l'ai pas cru* », se souvient Lamin Lassey, un militant environnemental.

Sur papier, rien n'était promis. En revanche, lors de discussions informelles avec l'opérateur asiatique, c'était une autre histoire. Un nouveau marché pour les femmes travaillant le poisson fumé (l'ancien se trouvait sur le territoire concédé à Golden Lead), six cents emplois locaux… « *Bien sûr, rien ne s'est concrétisé.* » L'année suivante, un lagon derrière l'usine a viré au rouge. Les mangroves étaient sèches, la vie aquatique morte. Et le responsable a été vite trouvé : faute de système de traitement des déchets, l'usine balançait ses détritus dans l'eau. « *L'échantillon que nous avons envoyé en Allemagne montrait des traces de nitrogène, de phosphate, de sulfate et un haut taux d'arsenic. L'Institut Pasteur à Dakar nous a renvoyé le même résultat*, évoque Ahmed Manjang, micro-biologiste. *Mais surtout, dans les déchets, on trouve le sang des poissons transformés en farine. Or, le sang pompe tout l'oxygène que contient l'eau. Les animaux qui ne* ›

› *nagent pas, comme les méduses ou les crevettes, suffoquent et meurent. Leurs carcasses captent aussi l'oxygène, tout comme les algues envahissant l'environnement. C'est comme ça qu'on crée des zones mortes dans l'océan.* »
Le conduit d'évacuation incriminé a été déplacé. A même la plage, la gueule ouverte dans l'eau. Et ce, en toute inconformité avec le National Environment Management Act. Plusieurs citoyens, dont Lamin Lassey, l'ont enlevé à mains nues, après avoir donné aux dirigeants de Golden Lead cinq jours pour le retirer. En vain. Un autre tuyau, désormais camouflé sous le sable, est toujours relié à l'usine. En atteste, selon le scientifique, l'inhabituelle présence de pélicans, attirés par les déchets. Et l'odeur, poisseuse et collante. « *Pas besoin d'un laboratoire pour savoir que ce qui sort de là n'est pas bon*, affirme Jawla, propriétaire de l'hôtel Rainbow, pointant du nez l'usine Nessim, à Sanyang, où des travailleurs triment pour agrandir le bâtiment. *On sent la pollution s'installer dans nos corps.* » Tous nos interlocuteurs, sans exception, décrivent un gouvernement sourd à la détresse de la population et complice des « *tueurs* » chinois.
Ces différentes entreprises ne pourront sans doute pas continuer indéfiniment leur pillage et partiront quand l'océan ne ramènera plus de profits. « *Tous les rapports et les statistiques montrent que les petits poissons pélagiques sont à la fois victimes de la surpêche et de la crise climatique, ce qui a des conséquences sur les protections côtières*, explique Dawda Saine, biologiste marin de l'association nationale de la pêche artisanale. *Les législations pour réguler la surexploitation de l'océan existent. Mais leur application est problématique, notamment à cause de la complicité, de la corruption. Si rien n'est fait dans les dix années à venir, il faut s'attendre à un effondrement total des stocks de poissons. C'est une certitude.* »
Pour les habitants, les conséquences s'étaleront sur plusieurs générations. « *Tout ce qui impacte l'océan se répercute sur nous. Presque 60 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour. L'absence de poissons conduit à la malnutrition. Le corps ne peut alors plus supporter de petites infections. Sachant que notre système de soins de santé est quasi inexistant… Ces usines tuent les Gambiens* », martèle Ahmed Manjang. Dans la région, il se dit également que les viols, les crimes, les vols ont augmenté avec l'arrivée d'étrangers travaillant pour les entreprises chinoises.

The back-way gate

Les pêcheurs n'ont pas besoin de données statistiques sur les stocks de poissons pour affirmer que ceux-ci ont drastiquement diminué. « *Ces entreprises ont attiré les chalutiers sénégalais, plus puissants que nos pirogues. Ils attrapent tout. Même les poissons juvéniles, alors que c'est interdit*, note Alagie Ndong, capitaine depuis vingt ans. *Avant, on allait à cinq ou dix kilomètres pour pêcher. Aujourd'hui, on ne trouve plus rien avant 30 ou 40 kilomètres.* » D'après un rapport de Greenpeace Afrique, le nombre d'usines de farine et d'huile de poisson (une cinquantaine) actives en Afrique de l'Ouest est quasi insignifiant, au regard de la production mondiale. Mais leur impact sur la santé socio-économique et écologique et la stabilité de la région - en totale contradiction avec les objectifs de développement durable définis par les Nations unies - est plus sévère qu'ailleurs.

— Sarah Frères

Un pêcheur entre dans la rivière Halahin avec son filet, qu'il lancera à la main. Il devra relâcher les poissons juvéniles attrapés pour ne pas nuire à la survie de l'espèce.

« Si rien n'est fait dans les dix années à venir, il faut s'attendre à un effondrement total des stocks de poissons. C'est une certitude »

Dawda Saine, de l'association nationale de la pêche artisanale

En misant sur le secteur de la pêche, le calcul, économiquement court-termiste et destructeur pour les écosystèmes, de l'actuel gouvernement d'Adama Barrow (Parti National du Peuple) – tout comme celui de son prédécesseur, le détesté Yahya Jammeh - se chiffre en vies humaines : à mesure que l'océan se vide, la Gambie, une nation d'à peine deux millions d'habitants, se dépeuple peu à peu. Libérés d'une dictature oppressante et mortifère en 2016, de plus en plus de citoyens empruntent la « porte arrière » (« *the back-way gate* »). Une voie dérobée pour désigner la migration irrégulière. En quelques années, le plus petit pays d'Afrique continentale est ainsi devenu celui qui affiche le plus haut taux d'émigration vers l'Europe. La « porte d'entrée » n'est guère une option pour les Gambiens : les visas et les vols sont trop chers et les ambassades européennes sont toutes à Dakar, entraînant des coûts de déplacement que peu peuvent se permettre. A la côte, on se glisse hors du pays la nuit, en pirogue. « *Depuis l'arrivée de Nessim, les jeunes ont le syndrome de la porte-arrière. Peut-on leur en vouloir, alors que l'on nous prive de notre dignité humaine ?* », questionne Jawla, en tapant du poing sur sa poitrine.
De nombreuses communautés voient ainsi les pêcheurs vendre leur bateau, leur voiture, leur moto ou solliciter leur entourage pour récolter suffisamment d'argent afin de payer les trafiquants d'êtres humains… Eux aussi, des pêcheurs ayant tourné le dos à la profession. Et à la pauvreté : une place à bord coûte 35 000 dalasis (près de 600 euros). Dans les villages, les liens se distendent entre ceux voulant partir et ceux refusant de participer au financement d'un voyage qu'ils savent imprudent. La rumeur, corroborée par plusieurs sources secondaires mais impossible à confirmer auprès des forces de l'ordre, prétend que les policiers gambiens savent… Mais ne coffrent personne. Avec un salaire mensuel d'à peine 2 000 ou 3 000 dalasis, ils acceptent volontiers les extras. Pour Lamin Lassey, dont le neveu a tenté la traversée, les coupables de l'exode sont tout désignés : Nessim, Golden Lead et JXYG. Et la problématique doit être traitée au niveau national et local. « *Il faut une réforme de la sécurité pour augmenter le salaire des forces de l'ordre, afin qu'elles refusent les pots-de-vin des passeurs. Dans les communautés, les anciens doivent aussi écouter la jeunesse, lui donner de l'espoir et prendre leurs responsabilités. Sans ça… Quand les gens sont désespérés, ils font des choses désespérées.* »

Les bonga constituent, avec les sardinelles, la principale source de protéines des populations côtières. Près de 200 000 personnes, soit 10 % de la population, en dépendent.

Deux ans après ses premières envies d'ailleurs, le 27 septembre dernier, Ansumana est ainsi monté à bord d'une pirogue. C'était juste après la saison des pluies. « *Il y a moins de vagues à cette période.* » Prétendument neuve, l'embarcation devait l'emmener en Espagne, en soi-disant sept jours, depuis le Sénégal. Il avait confiance : l'année précédente, un groupe avait réussi ce voyage au départ de Gunjur. Les vidéos sauvegardées sur son téléphone montrent cent trente personnes plutôt joyeuses, célébrant l'espoir pointant à l'horizon. Au sixième jour, l'eau s'est faite plus rare. Au septième jour, le capitaine a été pris en étau entre des passagers l'implorant de toucher terre et d'autres lui sommant de continuer. « *A partir de ce moment-là, les gens ont perdu la tête.* » Au huitième jour, deux personnes – « *d'abord lui, celui-là sur la photo, et puis lui, un professeur à l'école primaire de Gunjur* » - se sont jetées à l'eau. « *Trente minutes plus tard, un autre les a suivis. Il avait treize ans* », raconte-t-il. Au huitième jour, il a fallu mélanger le riz avec de l'eau de mer. Au neuvième jour, Ansumana a écopé la pirogue, du crépuscule jusqu'à 10 h du matin. Au dixième jour, beaucoup étaient « *confus* ». « *On leur a attaché les mains pour éviter qu'ils ne deviennent un danger pour eux-mêmes* ›

— Sarah Frères

› *ou pour nous.* » Au onzième jour, deux personnes sont mortes de faim. « *On a jeté leurs corps par-dessus bord.* » Au douzième jour, quand ils ont aperçu un chalutier, huit personnes étaient décédées. Sur les vidéos de leur arrivée sur une plage marocaine, la liesse des débuts a laissé place à des visages émaciés, frigorifiés, malades et épuisés. « *Vous voyez ? On dirait des morts-vivants.* » Ansumana et ses comparses ont été rapatriés quelques jours plus tard. Stressé par son retour dans sa communauté, dépouillé de son investissement de 600 euros, il peine à retrouver du travail. « *Je repartirai… S'il y a un moyen légal de le faire. Mais pas comme ça. Plus par la porte arrière* », soupire-t-il.

> *« On travaille dur toute notre vie pour rien. Ce qu'on gagne, ça va de la main à la bouche, pas de la main à la banque. Ça en décourage plus d'un »*
>
> **Batchnjie, pêcheur**

Si Ansumana a découvert la mortalité du voyage en cours de route, celle-ci reste un frein pour beaucoup. « *Je navigue depuis vint ans, je sais à quel point c'est dangereux*, prévient Batchnjie. *J'ai vu tant de bateaux partir…* » Ce capitaine aurait pu faire de même, en 2006. Il a renoncé au dernier moment. Depuis, il n'a jamais cessé d'y penser, préférant lui aussi attendre l'ouverture d'une route légale. « *Je ne peux pas risquer ma vie comme ça. J'ai des responsabilités, vous savez. Trois bateaux, quelques employés. On a encore besoin de moi ici. Mais bon… On travaille dur toute notre vie pour rien. Ce qu'on gagne, ça va de la main à la bouche, pas de la main à la banque. Ça en décourage plus d'un* », embraie-t-il. Mamadousano, surnommé « Mama », acquiesce, accoudé à la coque d'un bateau. Au fil des années, il a perdu vingt membres de sa famille, dont plusieurs enfants. Depuis, il tente de dissuader ceux qui lui restent de prendre la porte. La mer, dit-il, est profonde et trop gourmande. Numo, en revanche, n'a aucune intention d'écouter sa mère, malade. « *J'irai n'importe où, en Europe, pour l'aider. Dans cette partie-ci du monde, si vous n'avez rien, vous n'êtes rien.* »

— Sarah Frères

A Gunjur, en attendant le retour des pêcheurs qui débarquent leur chargement tous les jours, à 11 h du matin.

Barzakh ou Babylone

Assis dans l'angle de son petit mais confortable salon bleu, un trentenaire - dont nous tairons le nom, à sa demande - chipote timidement avec ses doigts. « *Je n'ai jamais voulu utiliser la porte arrière…* » Jusqu'à ce qu'un ami, parti en Italie via la Libye, revienne au pays. Une belle maison, une belle barrière… « *Ça donne envie.* » Un luxe hors de portée, même pour le poste qu'il convoitait : agent de l'immigration pour seulement 2 500 dalasis par mois. Sans le sou, il a été choisi par le capitaine – qui a le privilège de faire passer deux, voire trois, personnes gratuitement – en octobre dernier. Les 146 passagers, dont une cinquantaine originaires de Gunjur, étaient au large du Maroc quand ce capitaine a perdu le sens de l'orientation. La marine mauritanienne les a repérés et la police déposés à la frontière sénégalaise après cinq jours de détention. Cette déconvenue n'a pas désabusé tout le monde : certains sont déjà repartis. « *Ça fait une semaine. Ils devraient arriver aujourd'hui ou demain*, prédit-il. *C'est un choix dicté par la frustration. Comment peut-on traverser l'existence dans ces conditions de vie ?* » Sans s'épancher sur une raison particulière, il n'envisage pas de réessayer. « *Je préfère rester ici et, un jour, ouvrir mon propre magasin pour faire des affaires.* » Ainsi, il s'attelle à récolter des fonds en mettant son salon à contribution, où les enfants peuvent louer ses manettes de PlayStation. Cinq dalasis pour quinze minutes de jeu. Ses mains se stabilisent, ses épaules se redressent. « *Il y a des centaines d'années, quand les Européens sont venus ici pour utiliser nos ancêtres comme esclaves, ils ont suivi, dans le sens inverse, le chemin de la porte-arrière. On ne fait que leur renvoyer la monnaie de leur pièce.* »

Selon les statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations, 46 199 Gambiens sont entrés en Europe, soit 3,85 % de la population totale, entre 2009 et 2019. La multiplication des départs se marque nettement ces dernières années : sur ces 46 199, 35 000 personnes sont parties entre 2014 et 2018. C'est sans compter ceux dont le voyage est stoppé aux frontières de l'Afrique du Nord. « *Les migrants actuels n'ont aucune chance d'être reconnus comme réfugiés en Europe. Ils fuient la pauvreté, fruit de la destruction de leur environnement… Ce n'est pas une raison suffisante*, tranche un fonctionnaire gambien travaillant avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). *Ce n'est pas comme ceux qui cherchaient un refuge hors de la dictature. Ce n'est pas politique.* » Le taux de reconnaissance des réfugiés a en réalité peu évolué : 9 % en 2010, 12 % en 2020. En revanche, le nombre de demandes d'asile a augmenté : 935 en 2010 (sous la dictature), 16 885 en 2016 (changement de régime), 3 070 en 2020 (année confinée, y compris pour les migrants).

Ansumana ignorait le danger de la traversée depuis la Gambie jusqu'aux îles Canaries, où il souhaitait déposer une demande d'asile.

— Sarah Frères

Sur la vide plage de Kartong, une pirogue fendue tient tête à l'érosion côtière, près de l'usine JXYG. Sa peinture blanche et bleue, balafrée par le sel, s'est écaillée sur un échafaudage de filets abandonnés. Suspendue à sa proue, une vieille balance estampillée Unicef dodeline au gré d'un vent chaud et iodé. La poupe, défoncée, fourmille de clous rouillés. Cette pirogue rappelle toutes celles revenant à terre, les filets trop vides de poissons. Et toutes celles partant au large, la coque trop lourde de citoyens. « *Barzakh ou Babylone* », dit la jeunesse. Une expression arabe chargée de sens, opposant la vie après la mort et la porte des dieux : « *Je préfère mourir avec de l'espoir plutôt que rester assis ici et regarder la mort venir à moi.* » –

Nos tentatives d'entrer en contact avec les usines et les pouvoirs locaux ont été infructueuses.